

N° 49 / 23 CC/CABF/G

Date : 23 / 11 / 23

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi



COUR DES COMPTES
CHAMBRE DES AFFAIRES
BUDGETAIRES ET FINANCIERES

RAPPORT DEFINITIF

**VERIFICATION DE LA COMPTABILISATION
DES RECETTES ISSUES DES
INDUSTRIES EXTRACTIVES
GESTION 2022**

Novembre 2023

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	2
AVERTISSEMENT	3
DELIBERE	4
INTRODUCTION	5
1. LA REDDITION	8
1.1 Périmètre 8	8
1.2 Délais de transmission	8
2. LES RESULTATS DES RAPPROCHEMENTS	9
2.1 Déclaration de la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID)	9
2.2 Déclaration de la Direction générale des Mines (DGM)	14
2.3 Déclaration de la Direction générale de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)	15
2.4 Déclaration de la Direction des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols (DEFCCS).....	16
2.5 Déclaration du Percepteur de Dakar-Port	17
2.6 Déclaration de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor	21
ANNEXES	25

[Signature]

SIGLES ET ABREVIATIONS

- AFPS** : Autres Flux de Paiements significatifs
- CFCE** : Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur
- CN-ITIE** : Comité national - Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives
- CSMC** : Contribution spéciale sur les Produits des Mines et des Carrières
- CEL/VA** : Contribution économique locale (Valeur ajoutée)
- CEL/VL** : Contribution économique locale (Valeur locative)
- CABF** : Chambre des Affaires budgétaires et financières
- DEEC** : Direction de l'Environnement et des Etablissements classés
- DEFCCS** : Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols
- DGCPT** : Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor
- DGD** : Direction générale des Douanes
- DGE** : Direction des grandes Entreprises
- DGID** : Direction générale des Impôts et des Domaines
- DGM** : Direction générale des Mines
- IR** : Impôt sur le Revenu
- INTOSAI** : Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques
- ITIE** : Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives
- MFB** : Ministère des Finances et du Budget
- PCC** : Prélèvement communautaire CEDEAO
- PCS** : Prélèvement communautaire de Solidarité
- RGT** : Receveur général du Trésor / Recette générale du Trésor
- TRIMF** : Taxe représentative de l'Impôt sur le Minimum fiscal
- TVA** : Taxe sur la Valeur ajoutée
- TPR** : Trésorier Payeur régional / Trésorerie Paiement régionale

Avertissement

Le présent rapport définitif est issu de la procédure écrite et contradictoire prévue par les dispositions de l'alinéa premier de l'article 64 de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des comptes.

Les développements qui y figurent ont tenu compte, quand il y avait lieu, des réponses produites dans les délais par les personnes destinataires des observations contenues dans le rapport provisoire.

Ce rapport définitif est strictement confidentiel et ne saurait être communiqué à des destinataires autres que ceux choisis par la Cour des Comptes.

161

3

DELIBERE

Le présent rapport définitif est établi en application des dispositions des articles 3, 4, 8, 22, 30, 49, 64 et 65 de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des Comptes.

Il est arrêté, conformément aux dispositions des articles 7, 14, 15, 16 et 17 du décret n°2013-1449 du 13 novembre 2013 fixant les modalités d'application de ladite loi organique, par la Chambre des Affaires budgétaires et financières en sa séance non publique du 23 Novembre 2023.

Etaient présents :

M. Babacar BAKHOUM, Président de Chambre ;

M. Mamadou DJITE, Conseiller Maître ;

Madame Khady Ndao DIAGNE, Conseiller référendaire, Rapporteur ;

M. Oumar KA, Conseiller ;

M. Cheikh GOUMBALA, Conseiller ;

M. Massamba DIENG, Conseiller,

M. Ibrahima Jean SALL, Conseiller ;

Avec l'assistance de Maître Malick Mangor NDONG, Greffier.

INTRODUCTION

• Contexte

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE) est une norme internationale qui vise à améliorer la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des revenus tirés des industries extractives d'un pays. Elle promeut la divulgation au public de toutes les informations relatives à la gouvernance du secteur extractif durant tout le processus allant de l'octroi des permis à la valorisation des ressources, la répartition des revenus et leur impact sur l'économie et l'environnement, entre autres.

Le Sénégal a adhéré à l'ITIE en octobre 2013. Ce faisant, il doit se conformer à certaines obligations parmi lesquelles la divulgation à un public large de tous les revenus significatifs perçus par le Gouvernement des entreprises pétrolières, gazières et minières. A cet effet, l'exigence 4 de la Norme ITIE demande la réalisation d'audits indépendants et crédibles.

A cet effet, le Comité national ITIE (CN-ITIE), créé par le décret n°2013-881 du 20 juin 2013, désigne, chaque année, un expert indépendant pour la conciliation des données sur les industries extractives et, a signé un protocole d'accord le 28 juillet 2016 avec la Cour des Comptes, renouvelé le 20 juin 2017 et complété par l'acte additionnel du 20 août 2018, pour vérifier la comptabilisation des recettes issues des industries extractives dans les livres comptables du Trésor public. Le CN-ITIE élabore et publie chaque année un rapport national.

• Mandat de la Cour

L'intervention de la Cour des Comptes dans le processus d'élaboration du rapport national ITIE a pour fondement :

- l'alinéa 2 de l'article 30 de la loi organique n°2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des comptes qui dispose que : « *la Cour contrôle la régularité et la sincérité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques (...)* » ;
- le protocole d'accord signé avec le comité national ITIE précité, aux termes duquel, « *la Cour est chargée de la vérification des déclarations des paiements reçus par les administrations intervenant dans la collecte des revenus issus du secteur extractif* ».

Par conséquent, la Cour des Comptes a pour rôle de formuler, en toute indépendance, une conclusion sur la fiabilité et l'exhaustivité des paiements tels qu'ils résultent de la comptabilité du Trésor public.

Ainsi, au titre de la gestion 2022, par ordonnance n° 19/23/CC/CABF/G du 04 mai 2023 du Président de la Chambre des Affaires budgétaires et financières (CABF), **Madame Khady Ndao DIAGNE** est désignée pour rapporter le dossier de vérification de la comptabilisation des recettes issues des industries extractives au titre de la gestion 2022. Elle est assistée de **Madame Ndèye Ndack NIANG** et de **Monsieur Babacar Sédikh DIOP**, assistants de vérification.

- **Objectifs et étendue de l'audit**

- **Objectifs**

L'objectif général de la mission est de s'assurer que les recettes issues des industries extractives retenues dans le périmètre de conciliation ainsi que les déclarations unilatérales sont, dans tous leurs aspects significatifs, fidèlement comptabilisés dans les comptes du Trésor public.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- ✓ vérifier l'exhaustivité des déclarations ;
- ✓ vérifier si chacune des régies concernées a déclaré l'intégralité des recettes encaissées ;
- ✓ s'assurer que les situations décrites dans les déclarations ne comportent pas d'anomalies significatives à travers des rapprochements entre les versements de recettes effectués par les différents services de la DGID, la DGM, la DEEC, la DEFCCS, la Perception de Dakar-Port, et leur comptabilisation par les comptables assignataires ;
- ✓ retracer, à partir du système d'information comptable du Trésor, les versements effectués et déterminer ainsi les recettes perçues par l'Etat.

- **Etendue**

- Entités déclarantes

L'étendue de l'audit est délimitée par l'article 2 du protocole d'accord du 14 juillet 2016, signé entre la Cour des Comptes et le CN-ITIE, modifié par l'article premier de l'acte additionnel du 08 août 2018. Ainsi, aux termes de cet accord, le périmètre de conciliation couvre les administrations qualifiées d'entités déclarantes suivantes :

- la Direction générale des Impôts et Domaines (DGID) ;
- la Direction générale des Douanes (DGD) ;
- la Direction générale des Mines (DGM) ;
- la Direction de l'Environnement et des Établissements classés (DEEC) ;
- la Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols (DEFCCS).

- Nature des recettes déclarées

Les recettes issues des industries extractives devant faire l'objet d'une conciliation par la Cour des Comptes sont déterminées, chaque année et pour chaque entité déclarante, par une instruction du CN-ITIE relative à la préparation des déclarations.

- **Méthodologie**

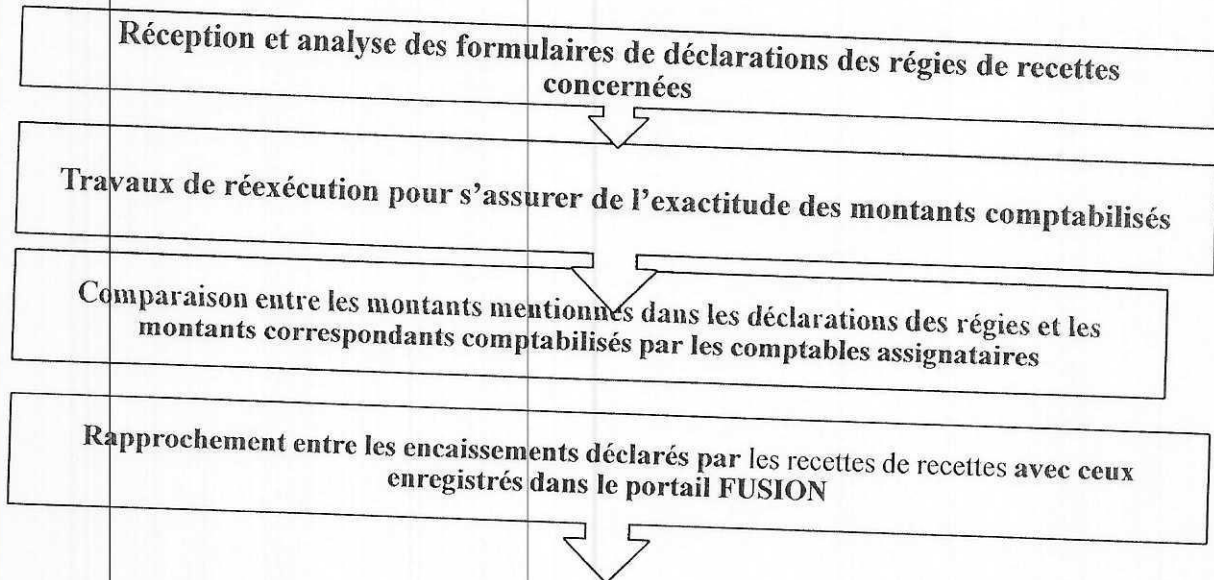
Les travaux de vérification sont effectués conformément aux procédures édictées par les textes régissant la Cour des Comptes, aux exigences et principes de l'ITIE et sur la base des normes pertinentes de l'INTOSAI relatives aux audits financiers et de conformité.

La démarche consiste à rapprocher les encaissements déclarés par les régies de recettes issues du secteur extractif avec ceux centralisés par les comptables assignataires compétents

Les encaissements de recettes issues des industries extractives et décrites dans les formulaires de déclarations des administrations de collecte sont rapprochés des écritures figurant aux balances des comptes principaux du Trésor dans le but d'obtenir une assurance raisonnable que les paiements sont fidèlement retracés dans les comptes publics.

Le schéma suivant présente les étapes de la méthodologie utilisée au cours de l'instruction.

Schéma : Démarche méthodologique



Il importe de souligner que les montants attestés par la Cour sont, dans un processus ultérieur, rapprochés par l'Administrateur indépendant avec les montants comptabilisés par les compagnies minières et pétrolières, en vue de formuler une opinion sur le caractère exhaustif et fiable des données.

1. LA REDDITION

1.1 Rôles et responsabilités des structures de collecte

Les entités déclarantes visées dans le périmètre de conciliation sont chargées de liquider et de recouvrer les recettes issues des industries extractives, de les reverser dans les caisses du Trésor public et de téléverser les données y relatives dans le portail public d'information appelé « Fusion » et domicilié au service informatique de la DGCPT.

Elles doivent préparer les comptes complets relatifs aux dites recettes et produire un état des paiements suivant un modèle de formulaire exigé par le CN-ITIE. Elles sont donc, chacune responsable de l'établissement et de la présentation des déclarations de versement.

Pour le cas spécifique de la DGCPT, en sus de son statut d'entité déclarante, elle est chargée de l'encaissement et de la comptabilisation de l'ensemble des recettes issues des industries extractives.

Il convient de préciser que des paiements de recettes extractives effectués par des sociétés et entreprises, hors périmètre du secteur extractif, sont également pris en compte dans les écritures comptables du Trésor public.

1.2 Délais de transmission

Selon l'instruction pour la préparation des formulaires de déclarations 2022 et 2023, les régies doivent transmettre à la Cour des Comptes, **au plus tard le mardi 02 mai 2023**, lesdits formulaires.

Cependant, la Cour constate, comme indiqué au tableau n°1 ci-dessous, qu'à l'exception de la Direction des Eaux et Forêts classées et de la Conservation des Sols (DEFCCS), toutes les entités publiques déclarantes ont accusé un retard allant de 6 à 41 jours dans la transmission des formulaires de déclaration.

Tableau n°1: dates de transmission des déclarations vs dates fixées par l'instruction

Régies	Date d'arrivées courrier	Date fixée par l'instruction	Ecart/Jours
DGID	08/05/2023	02/05/2023	6
DGM	22/05/2023	02/05/2023	20
DEEC	13/06/2023	02/05/2023	41
DEFCCS	02/05/2023	02/05/2023	0
DGD	25/05/2023	02/05/2023	23

Source : déclarations DGID, DGM, DEEC, DEFCCS, DGD

Ces retards sont de nature à ralentir le travail de réconciliation des données ITIE de l'administration publique

Recommandation n°1 :

La Cour demande au Directeur général des Impôts et des Domaines, au Directeur général des Mines, au Directeur de l'Environnement et des Etablissements classés de veiller à la transmission des formulaires de déclaration dans le respect strict du délai imparti par l'instruction ITIE de la période sous revue.

Outre les retards de leur production la Cour relève que les formulaires de déclaration de la Direction générale des Mines ne sont pas transmis sous un format physique et ne revêtent pas la signature du Directeur général, comme l'exige l'Instruction. Ils sont transmis sous format électronique (clé USB) uniquement.

Recommandation n°2 :

La Cour demande au Directeur général des Mines, à l'avenir, de signer les formulaires physiques transmis, conformément aux exigences de l'instruction 2022 édictée par le CN-ITIE

2. LES RESULTATS DES RAPPROCHEMENTS

En application des lois et règlements relatifs au secteur extractif sus évoqués, des redevances, taxes, impôts et autres droits sont collectés et reversés au Trésor public par les régies financières et d'autres administrations de collecte.

Les travaux effectués par la Cour ont consisté à :

- Faire la situation des déclarations de chaque entité déclarante ;
- Procéder au rapprochement avec la comptabilisation qui en a été faite par la DGCPT ;
- Procéder au rapprochement avec les données figurant au portail Fusion ;
- Analyser et commenter à chaque étape les résultats obtenus.

Pour la gestion 2022, l'ensemble des déclarations des administrations de collectes du périmètre assigné à la Cour correspond à un montant total de **185 139 096 164 F CFA**. La situation détaillée figure aux **annexes n° 3 et n° 4**.

Ces déclarations sont examinées dans les développements qui suivent.

2.1 Déclarations de la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au titre de la gestion 2022, la DGID a encaissé les flux de recettes ci-après.

- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF, CFCE) ;
- Redressements fiscaux ;
- Impôt sur les sociétés ;
- Retenues à la source sur bénéfice non commercial ;
- Contribution spéciale sur les produits des mines et des carrières (CSMC) ;
- Retenues à la source sur sommes versées à des tiers ;
- TVA précomptée ;
- Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) ;
- Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation (revenus du domaine minier) ;
- Taxe spéciale sur le ciment ;
- Taxe sur le ciment.

Le tableau n°2 suivant fait ressortir la situation des recettes minières, pétrolières et gazières encaissées par la DGID.

Tableau 2 - Recettes déclarées par la DGID en 2022

Entreprises déclarantes	CSMC	HRM	IS	Redressements Fiscaux	Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	retenue, à la source sur salaire (IR, TRIMF et CFCE)	Taxe Spéciale sur le Ciment	Taxe sur le Ciment	TVA	TVA précomptée	Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	Retenues à la source sur salaire (IR, TRIMF et CFCE)	Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	Retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF et CFCE)	Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	Retenues à la source sur sommes versées à des tiers	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	Déclarations unilatérales	Total général		
																								En FCFA	
Agem Sénégal Exploration SUARL - AGEN		1 061 897			1 775 459	1 744 422	379 247 187																	383 828 965	
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL																									
Ciments du Sahel-CDS		17 831 330				5 984 581	732 573 096	507 654 210	338 436 140	5 634 896 010															13 237 385 367
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	453 256 642	10 460 766	320 018 084	4 303 965	25 188 748	13 015 733	282 768 346		419 830 148		700 000														2 529 562 432
Dangote Industrie Senegal SA - DANGOTE		36 060 100			231 638 203	6 023 254	996 673 693	2 433 180 931	622 405 840	415 217 484															7 741 199 505
GECAMINES		39 751 630	342 986 409	16 501 801	137 947 630	3 668 136	217 238 749		797 035 297		1 300 000														1 556 429 652
G-PHOS SA																									
Grande Côte Opérations - GCO		135 183 220			1 498 152 145	8 195 632	6 419 401 784		8 874 240																8 069 807 021
I A M GOLD BOTO SA																									
Industries Chimiques du Sénégal - ICS																									
Petrowal Mining Company SA - P-MC	2 700 640 000			11 458 749	366 124 044	2 452 751	4 017 092 953																		4 115 641 202
Sabadiola Gold Operations - SGO	2 710 902 736	228 798 729		300 000	1 136 481 556	18 696 383	4 784 683 952																		7 097 768 497
Sabadiola Mining Company - SMC					37 837 419	1 494 802	195 096 234																		13 056 529 829
Sephox Senegal SA - SEPHOS		12 074 302			770 000	6 601 150	107 951 295		611 960																234 428 445
Société de Commercialisation du Ciment - SOCOCIM		6 133 626	756 094 240	1 155 508 445		75 124 630	1 847 117 235	59 045 593	328 697 062	21 411 757 644															141 185 218
																									41 246 356 406

Sociétés minières

Société des Mines de Fer du Sénégal																						
Oriental - MIFERSO	17 082 645	174 396 334	2 890 263	458 628 983	7 171 325							660 169 55										
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal - SOMIVA												8 831 977										
Société pour le Développement de l'Industrie, du tourisme et de l'habitat au Sénégal - SODEVIT	8 831 977																					
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès - SSPT		7 470 901	78 533 829	46 120 754																		
BAOBAB MINING AND CHEMICAL CORP SA (GADDE BISSIK)												132 125 484										
Total Sociétés minières	453 256 642	5 687 182 452	647 897 462	1 209 081 248	3 610 311 558	218 564 812	24 883 753 960	15 433 880 734	10 289 539 042	32 584 953 749	172 877 17 650 000 911	100 220 962 934										
Déclarations unilatérales												372 557 380										
Sociétés d'hydrocarbures																						
BP Sénégal Investments Limited		843 457 173	25 434 473	2 874 202 812								3 743 094 458										
Capricorn																						
Portesa International Senegal		22 500 000		3 039 376							11 049 520	11 049 520										
Kosmos Energy Sénégal		1 000 000										25 539 376										
Oranto Petroleum				834 160								1 000 000										
Société des pétroles du Sénégal - PETROSEN	8 509 299	184 743 096	262 098	2 165 019	275 761 936							834 160										
TOTAL E&P Sénégal		3 730 591										801 859 877										
Woodside Energy Senegal			4 658 522 924	2 025 790	131 695 498							4 180 591										
AFRICAN PETROLEUM CORP																						
Total Sociétés d'hydrocarbures	8 509 299	208 243 096	5 505 972 786	29 625 282	285 533 782							7 792 244 212										
Total général	453 256 642	5 695 691 751	5 647 897 462	1 417 324 344	9 116 284 324	248 190 094 31	169 287 742	15 433 880 734	10 288 539 042	32 893 916 182	194 333 907 18 100 000	7 451 773	1 300 000	1 000 000	7 777 200	7 935 664	1 000 000	2 077 460	28 422	11 049 520	12 389 359 849	112 982 880 163

Source : formulaires déclaration DGID

Il ressort du tableau n°2 ci-dessus que les recettes versées par les entreprises d'hydrocarbures et minières encaissées par la DGID au titre de la gestion 2022, s'établissent à **112 982 880 163 F CFA**. Elles représentent 61,02 % du total des recettes d'un montant total de **185 139 096 164 F CFA**.

Le rapprochement effectué par la Cour, sur la base de la situation des recettes déclarées par la DGID et celles inscrites dans l'extrait du Portail Fusion fait ressortir un écart cumulé de **321 024 889 FCFA** comme détaillé au tableau n°3 ci-après.

Tableau 3: Ecarts entre les déclarations de la DGID et celles figurant dans l'extrait du portail

ENTREPRISES DECLARANTES	DECLARATIONS DGID (1)	DECLARATIONS EXTRAITES DU PORTAIL FUSION (2)	En FCFA
			ECARTS = (1-2)
Petowal Mining Company SA - PMC	7 097 768 497	7 086 309 748	11 458 749
SICAS	309 566 140		309 566 140
Total écart			321 024 889

Source : fichiers déclaration et fusion

Comme le montre le tableau ci-dessus :

- les paiements effectués par l'entreprise SICAS, d'un montant de 309 566 140 F CFA au titre des déclarations unilatérales n'ont pas été enregistrés dans la plateforme de partage de données « Fusion » par les services de la DGID ;
- le montant de la déclaration de Petowal Mining Company SA-PMC a été minoré de 11 458 749 F CFA dans le portail fusion.

Le Directeur général des Impôts et des Domaines explique le non-enregistrement dans la plateforme « fusion » des paiements effectués par l'entreprise SICAS par le fait que ladite entreprise n'est pas immatriculée dans le système intégré de gestion des taxes (SIGTAS) en tant que société minière.

Cependant, s'agissant de l'écart de **309 566 140 F CFA**, conformément à l'Instruction CN-ITIE relative à la préparation du rapport pays 2022-2023, SICAS fait partie des sociétés soumises à une déclaration unilatérale dont la DGM, compétente, est chargée de renseigner le paiement dans la plateforme Fusion.

En ce qui concerne la déclaration relative à Petowal Mining Company SA - PMC, le Directeur général des Impôts et des Domaines admet l'écart et l'explique par le fait que le paiement déclaré résulte d'un contrôle fiscal en matière de retenue à la source sur les redevances.

La cour considère, cependant, que tous les montants figurant dans les déclarations doivent figurer dans le portail Fusion.

Recommandation n° 3

La Cour recommande :

- au Directeur général des Mines, d'intégrer, à l'avenir, dans ses déclarations, les paiements relevant des déclarations unilatérales, conformément à l'Instruction du CN-ITIE et de veiller à leur enregistrement au portail Fusion.
- au Directeur général des Impôts et des Domaines de veiller à l'enregistrement de toutes les recettes provenant des redressements fiscaux des sociétés minières dans Fusion.

Par ailleurs, un montant de **112 974 880 163 F CFA** déclaré par la DGID n'est pas pris en compte dans le suivi auxiliaire des recettes extractives de la DGCPT comme l'indique le tableau n°4 ci-après.

Tableau n°4: Ecart entre encaissements DGCPT et déclarations DGID

		<i>En FCFA</i>		
Secteur/Recette	Suivi auxiliaire des recettes extractives DGCPT	Déclaration/DGID	Ecart Suivi des recettes extractives DGCP T/Déclaration DGID	
- Déclarations unilatérales	NR*	372 557 380	372 557 380	
- Sociétés d'hydrocarbures		12 389 359 849	12 389 359 849	
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	NR	19 558 819	19 558 819	
Redressements Fiscaux	NR	208 243 096	208 243 096	
Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	NR	5 505 972 786	5 505 972 786	
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	NR	29 653 704	29 653 704	
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	NR	6 292 985 555	6 292 985 555	
Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	NR	450 000	450 000	
TVA	NR	311 039 893	311 039 893	
TVA précomptée	NR	21 455 996	21 455 996	
- Sociétés minières	8 000 000	100 220 962 934	100 212 962 934	
CSMC	NR	453 256 642	453 256 642	
IRVM	NR	5 687 182 452	5 687 182 452	
IS	NR	5 647 897 462	5 647 897 462	
Redevances Minières	8 000 000		-8 000 000	
Redressements Fiscaux	NR	1 209 081 248	1 209 081 248	
Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	NR	3 610 311 538	3 610 311 538	
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	NR	219 342 532	219 342 532	
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	NR	24 891 689 624	24 891 689 624	
Taxe Spéciale sur le Ciment	NR	15 433 880 734	15 433 880 734	
Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	NR	20 950 000	20 950 000	
Taxe sur le Ciment	NR	10 289 539 042	10 289 539 042	
TVA	NR	32 584 953 749	32 584 953 749	
TVA précomptée	NR	172 877 911	172 877 911	
Total général	8 000 000	112 982 880 163	112 974 880 163	

Source : formulaire DGID et situation tirée du suivi auxiliaire de la DGCPT

*NR : non renseigné

Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor a indiqué que « les travaux entre la RGT et la DGID ont permis de régulariser un montant de 112 609 795 996 FCFA dans le suivi axillaire ITIE d'ASTER. Les recettes relevées dans ce point sont ainsi prises en compte conformément aux normes ITIE.

La Cour relève que la situation des encaissements ITIE par nature produite par la DGCPT à l'appui de sa réponse introduit une ligne « autres » d'un montant de 26 850 343 542 FCFA non détaillée.

Par ailleurs, le rapprochement de la déclaration de la DGID avec la nouvelle situation de la DGCP fait ressortir un écart de 365 084 167 F CFA que la RGT explique par le non-renseignement par la DGID des parties versantes des recettes.

Cette explication relative à l'absence de détail dans le versement des recettes par la DGID est récurrente. Malgré la Circulaire n°30/MFB/DGCPT/DCP/DRC du 17 avril 2019 portant sur les modalités de suivi des recettes extractives au niveau des postes comptables, les écarts persistent au fil des gestions, remettant en cause la fiabilité des données ITIE produites par les services du MFB.

La Cour considère que la Circulaire du DGCPT a une portée limitée à ses services et qu'il y a lieu de trouver une solution efficace pour une comptabilisation détaillée des recettes issues des industries extractives.

Recommandation 4 :

La Cour recommande au Ministre des Finances et du Budget de préciser par Instruction ministérielle les modalités d'enregistrement, de versement et de suivi des recettes issues du secteur extractif au niveau des administrations financières et des postes comptables.

2.2 Déclarations de la Direction générale des Mines (DGM)

En 2022, la DGM a déclaré les flux de recettes suivantes :

- redevance minière ;
- appui institutionnel ;
- droits d'entrée fixes ;
- redevance superficielle ;
- taxe d'extraction.

Le tableau n°5 qui suit fait ressortir la situation des recettes minières et pétrolières encaissées par la DGM.

Tableau n°5: Situation des recettes déclarées par la DGM gestion 2022

		<i>En F CFA</i>				
Entreprises déclarantes		Redevances Minières	Droits d'entrées/fixes	Redevance superficielle	Taxe d'extraction	Total général
African Investment Group SA – AIG		42 164 144	-	5 654 400	-	47 818 544
Agem Sénégal Exploration SUARL – AGEM		37 395 000	2 500 000	805 000	-	40 700 000
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL		-	-	80 000 000	-	80 000 000
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières – COGECAR		-	17 500 000	12 235 020	644 763 285	674 498 305
Dangote Industrie Sénégal SA – DANGOTE		99 915 337	-	-	-	99 915 337
GECAMINES		530 373 812	13 296 510	5 210 900	-	548 881 222
Grande Côte Opérations – GCO		2 946 088 567	-	-	-	2 946 088 567
Petowal Mining Company SA – PMC		7 516 016 883	-	-	-	7 516 016 883
Sabadola Gold Operations – SGO		19 563 921 740	-	-	-	19 563 921 740
Sabadola Mining Company – SMC		-	-	3 145 000	-	3 145 000
Sephos Senegal SA – SEPHOS		-	-	155 266 130	-	155 266 130
Société de Commercialisation du Ciment – SOCOCIM		129 455 503	5 000 000	3 750 000	-	138 205 503
Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental – MIFERSO		-	-	-	-	-
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal – SOMIVA		554 501 495	-	-	-	554 501 495
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès – SSPT		129 764 295	-	-	-	129 764 295
SORED MINES		-	-	-	-	-
TALIX MINES SARL EX TETA CAR		55 254 388	-	-	-	55 254 388
Baobab Mining and Chemical Corp SA BMCC		80 168 375	-	18 632 000	-	98 800 375
AFRIGOLD		297 217 388	10 000 000	9 672 500	-	316 889 888
Ciments du Sahel		202 845 744	-	-	-	202 845 744
Total Sociétés minières		32 185 082 671	48 296 510	294 370 950	644 763 285	33 172 513 416

Source : Déclaration ITIE de la Direction des Mines et de la Géologie 2022

Les recettes minières encaissées par la DGM au titre de la gestion 2022 s'élèvent à **33 172 513 416 F CFA**, soit 17,92 % du total des recettes déclarées.

Le rapprochement effectué par la Cour, sur la base de la situation des recettes déclarées par la DGM et du cumul des montants indiqués dans l'extrait du Portail Fusion fait ressortir un écart cumulé de **1 310 767 172 FCFA** comme l'indique le tableau n°6 ci-dessous.

Tableau 6: Comparaison fichier déclaration vs fichier fusion

Entreprises déclarantes	Montant /Déclaration (1)	Montant dans Fusion (2)	Ecart = (1-2)
Industries Chimiques du Sénégal – ICS			
Petowal Mining Company SA – PMC		1 300 000 000	-1 300 000 000
Société de Commercialisation du Ciment – SOCOCIM	7 516 016 883	7 519 284 055	-3 267 172
Total général	138 205 503	145 705 503	-7 500 000
	33 172 513 416	34 483 280 588	-1 310 767 172

Source : fichier déclaration vs fichier fusion

Le tableau n° 6 ci-dessus révèle que :

- La déclaration concernant les Industries chimiques du Sénégal téléversée au portail Fusion n'a pas fait l'objet d'une déclaration ;
- Les déclarations de Petowal Mining Company et de la SOCOCIM sont minorées dans le portail Fusion.

La DGM explique ces écarts par :

- le paiement effectué le 1^{er} janvier 2021 par les ICS à la TPR de Thiès d'un montant de 1 300 000 000 F CFA mais pris en compte au titre de la gestion 2022 ;
- le paiement effectué par l'entreprise Petowal Mining Company (PMC.SA), le 08 mars 2021 à la TPR de Kédougou, d'un montant de 3 267 172 F CFA, également pris en compte au titre de la gestion 2022.

- Ecart entre la déclaration de la DGM et le suivi extracomptable de la DGCPT

La Cour a procédé à un retraitement des données pour tenir compte de la différence de terminologie utilisée par la DGM et la DGCPT. En effet, selon le Directeur général des Mines, « la taxe superficielle équivaut à la redevance superficielle et que la taxe d'extraction, qui n'est plus usitée dans les dispositions de l'actuel code minier, est remplacée par la redevance minière et collectée comme telle ».

Cependant, elle relève un écart significatif d'un montant de **1 485 515 027 F CFA** entre les montants déclarés par la DGM et ceux comptabilisés par le Trésor et retracés au tableau n°7 ci-dessous.

Tableau n°7: Ecart entre les déclarations de la DGM et les encaissements de la DGCPT

Nature Recette	Déclarations de la DGM	Recettes encaissées par la DGCPT	Ecart
Droits d'entrées/fixes	48 296 510	32 562 715	15 733 795
Redevance minière	32 829 845 956	34 598 156 778	-1 768 310 822
Redevance superficielle	294 370 950	27 308 950	267 062 000
Total général	33 172 513 416	34 658 028 443	-1 485 515 027

Source : formulaire déclaration/suivi des recettes extractives de la DGCPT sur la base de l'harmonisation de la terminologie
* les appuis institutionnels ne sont pas concernés par les écarts puisque le Trésor n'en est pas comptable assignataire.

Recommandation n°5

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor et au Directeur général des Mines d'harmoniser la terminologie usitée pour les déclarations conformément aux dispositions du nouveau code minier ainsi qu'à la nomenclature des flux définie dans l'instruction relative à la préparation du rapport annuel ITIE.

2.3 Déclaration du Directeur de l'Environnement des Etablissements Classés (DEEC)

En 2022, les flux déclarés par la DEEC concernent la taxe superficielle et l'appui institutionnel comme retracé au tableau n°10 ci-après.

Tableau 8: Recettes déclarées par la DEEC

Entreprises déclarantes	En F CFA		
	Taxe superficielle	Appui institutionnel	Total général
Sociétés minières			
GECAMINES			
IAM GOLD	8 127 350	-	8 127 350
SOMIVA	-	76 953 800	76 953 800
SABODALA Gold Operations	2 064 000	-	2 064 000
SSPT	102 506 250	-	102 506 250
Total Sociétés minières	15 726 000	-	15 726 000
	128 423 600	76 953 800	205 377 400

Source : Déclaration ITIE DEEC année 2022

Les recettes versées par les sociétés minières à la DEEC s'élèvent à **205 377 400 FCFA**, soit 0,11 % du total des recettes déclarées.

La Cour constate que les montants déclarés par la DEEC sont conformes aux données figurant au portail Fusion.

Par ailleurs, il ressort de l'exploitation du suivi des recettes extractives tenu par la DGCPT un écart cumulé d'un montant de **106 282 891 F CFA** entre les montants déclarés par la DEEC et ceux comptabilisés par le Trésor, comme indiqué au tableau n° 11 ci-dessous.

Tableau n°9: écarts entre les recettes déclarées par la DEEC et celles comptabilisées par la DGCPT

SECTEUR / RECETTE	DECLARATIONS/ DEEC	RECETTES COMPTABILISEES PAR LA DGCPT	ECARTS
Sociétés d'hydrocarbures			
Taxe superficielle			
Sociétés minières		1 640 580	-1 640 580
Autres (Correspondant)			
Taxe superficielle	128 423 600	20 437 350	-20 437 350
Total général	128 423 600	22 140 709	106 282 891

Source : déclaration DGM ITIE année 2022 /suivi des recettes extractives de la DGCPT

La Cour note qu'aucune réponse n'a été fournie par le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor par rapport à cet écart.

Cependant, le tableau n° 11 ci-dessus montre que le Trésor a comptabilisé pour le compte de la DEEC des recettes d'hydrocarbure d'un montant de 1 640 580 F CFA alors que la DEEC n'est habilitée qu'à déclarer des recettes minières, conformément à la nomenclature des flux contenue dans l'instruction du CN-ITIE.

De même, le montant 128 423 600 F CFA déclaré au titre de la taxe superficielle par la DEEC est comptabilisé par la DGCPT pour un montant de 62 779 F CFA ; ce qui pose un problème d'exhaustivité des écritures comptables.

Recommandation n°6

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de veiller à :

- la bonne imputation des versements effectués par la DEEC au titre des recettes minières ;
- la comptabilisation exhaustive des recettes extractives collectées et reversées par la DEEC

2.4 Déclarations du Directeur des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols

En 2022, les flux déclarés par la DEFCCS sont la taxe d'abattage et l'appui institutionnel. Le tableau n°12 qui suit retrace le détail des déclarations de paiement fournies par la DEFCCS.

Tableau n°10 : Situation des recettes déclarées par la DEFCCS

Entreprises déclarantes	En F CFA		
	Taxe d'abattage	Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	Total général
Sociétés minières			
GECAMINES			
Grande Côte Opérations – GCO	-	16 110 000	16 110 000
I A M GOLD BOTO SA	-	40 800 000	40 800 000
Sabadola Gold Operations SGO	15 006 000	51 220 000	66 226 000
Sabadola Mining Company – SMC	2 539 000	273 526 547	276 065 547
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès – SSPT	-	58 024 566	58 024 566
Total Sociétés minières	-	12 572 000	12 572 000
Déclarations unilatérales	17 545 000	452 253 113	469 798 113
Total général	16 748 500	36 267 000	53 015 500
	34 293 500	488 520 113	522 813 613

Source : Déclaration ITIE DEFCCS année 2022

Les recettes versées par les sociétés minières à la DEFCCS s'élèvent à 522 813 613 F CFA, soit 0,28% du total des recettes déclarées.

La Cour constate que les montants déclarés par la DEFCCS sont conformes aux données figurant dans le portail Fusion.

En revanche, l'exploitation du document de suivi des recettes extractives fourni par la DGCPT fait ressortir une différence d'un montant de 34 293 500 F CFA entre les montants déclarés par la DEFCCS et ceux comptabilisés par le Trésor, comme indiqué au tableau n°13 ci-dessous.

Tableau n°11 : Ecart entre les recettes déclarées par la DEFCCS et celles comptabilisées par la DGCPT

SECTEUR / RECETTE	DECLARATIONS DE LA DGCPT	DECLARATIONS DE LA DEFCCS	DIFFÉRENCES
Déclarations unilatérales			
Taxe d'abattage		16 748 500	-16 748 500
Sociétés minières		16 748 500	-16 748 500
Taxe d'abattage		17 545 000	-17 545 000
Total général		17 545 000	-17 545 000
Source : DGCPT/DEFCCS		34 293 500	-34 293 500

Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor n'a apporté aucune réponse par rapport à cette différence qui dénote la non prise en compte dans la comptabilité du Trésor des versements effectués par la DEFCCS au titre des recettes extractives.

Recommandation n°7

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de veiller à la correcte comptabilisation des recettes extractives collectées et reversées par la DEFCCS.

2.5 Déclaration du Percepteur de Dakar-Port

En 2022, les déclarations de paiement des recettes issues des industries extractives recouvrées par le Percepteur de Dakar-port (DGCPT) concernent les taxes suivantes.

- Prélèvement communautaire de solidarité UEMOA (PCS) ;
- Prélèvement COSEC ;
- Prélèvement communautaire CEDEAO (PCC) ;
- Redevance statistique (RS) ;
- Droits de douane ;
- Taxe d'enregistrement de véhicule (TEV) ;
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- Droits d'accises sur les véhicules ;
- Intérêts de retard ;
- Taxe acompte BIC ;
- Taxe intérieure ;
- Droits d'accises sur les sachets plastiques ;

- Prélèvement PROMAD ;
- Amendes et pénalités ;
- Autres flux de paiement significatifs (AFPS).

Le tableau n° 12 qui suit retrace la situation des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Trésor.

Tableau n° 12 : Situation des recettes minières et pétrolières liquidées par la DCD et recouvrées par le Percepteur de Dakar l'ort gestion 2022

Entreprises déclarantes	PRELEV.CO MINUNAUT AIRE.SOLID	PRELEVEMEN T-F-GOSEC	REDEVANC E STATISTIQU E	DROIT DE DOUANE	PRELEVEM ENT PROMAD	TAXE ENREGIST REMENT VEHICULE S DE moins 13 CH	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	DROITS D'ACCISES SUR LES VEHICULE S	INTERETS DE RETARD	TAXE ACOMPT BIC	TAXE INTERIEUR F	DROIT S D'ACC ISES SUR LES SACHE TS PLAST IQUES	DROIT S SUR LES VEHICUL ES	Amendes,Pén alités et Redressemen ts Douaniers/Int érêts de Retard	PRELEVEM ENT COMUNA TAIRE CEDEAO	Total général	
																	En FCFA
Sociétés minières																	
CEMENT SN SA DANGOTTE RUE DAKAR	199 508 268	96 417 016	249 385 341	1 805 501 635	188 137 484	5 102 212	4 876 886 041	1 150 292	296 856	91 286	7 256 185	4 004	-	-	124 669 758	7 554 406 378	
COGECARTE DIAMAGUENE DAKAR	7 024 334	3 334 191	8 780 422	81 115 638	18 120 605	1 249 087	174 228 835	-	-	-	-	-	-	4 390 205	298 243 317		
GECAMINES SA CITE THIES DAKAR	21 256 689	9 399 562	26 568 370	178 048 650	55 312 444	-	441 574 020	-	-	54 281	223 479	-	-	13 284 179	745 719 674		
G-PHOS SAU DAKAR	3 879 478	-	4 803 812	62 847	25 139	-	239 824	-	-	-	-	-	-	2 424 672	11 437 772		
GRANDE COTE OPERATIONS NGOR DAKAR	152 507 463	1 719 907	188 970 910	19 645 162	3 845 477	621 269	36 206 961	-	-	112 745	990 725	-	535 048	96 812 857	501 968 524		
PETOWAL MINING SA COMPANY ZONE NGOR-ALMADJIES DAKAR	91 487 041	1 021 488	114 385 269	29 062 125	5 252 561	162 957	46 879 505	-	329 737	46 052	3 005 737	-	-	56 997 299	348 629 771		
SABODALA GOLD OPERATIONS ALMADIE DAKAR	77 820 348	1 445 970	97 275 438	391 455 410	190 574 050	19 404 458	896 547 866	8 790 741	70 572 402	429 969	-	-	-	48 364 156	1 802 680 808		
SEPHOS SENEGAL SA RUE DAKAR	72 377	-	90 471	452 356	180 942	-	1 756 190	-	-	-	-	-	-	45 237	2 567 573		
SOCOCIM RUE DAKAR	207 574 340	10 915 752	259 228 817	301 025 707	55 483 327	-	592 571 377	-	-	-	-	-	-	129 733 993	1 556 533 313		
SOREDMINES YOFF DAKAR	3 500 231	-	4 375 291	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 187 647	10 063 169		
STE CIMENTS DU SAHEL RTE DAKAR	381 240 895	191 783 460	517 593 441	6 648 058 156	1 136 025 449	-	12 011 123 383	-	-	-	-	-	-	227 585 496	21 113 410 280		
STE MINI V.F SEN. SA BLD POINT E DAKAR	16 513 011	112 654	20 641 275	76 412 062	20 458 369	17 030 433	199 478 303	-	32 782 989	-	-	-	-	10 320 635	393 749 731		
STE SOCOCIM RTE 55 PLATEAU DAKAR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
PROSPECTIONI SA CITE OUAKAM DAKAR	47 344	-	59 180	1 183 600	118 360	214 824	1 417 834	716 078	-	-	-	-	-	29 590	3 786 810		
MINING GROUP - SA TRIYANGS INT ORT BLD MARTIN LUTHER KING FANN MERMOSZ DAKAR	403 953	-	504 942	-	1 009 883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	252 471	2 171 249	
Total Sociétés minières	1 162 833 772	3 16 150 000	1 492 664 979	9 532 023 348	1 674 544 090	43 785 240	19 278 880 139	10 657 111	103 981 984	734 333	11 476 126	4 004	535 048	717 098 195	34 345 368 369		
Declarations unilatérales Sociétés d'hydrocarbures	9 104 754	341 405	11 380 943	17 911 449	4 290 605	1 702 835	35 953 269	4 827 900	10 976 835	433 906	-	-	-	5 690 471	102 614 372		
ENERGIE WOODSIDE DAKAR	1 215 391 477	19 424	1 519 239 351	5 977 770	557 206	-	6 539 812	-	-	637 091	750 367	-	-	759 619 674	3 508 732 172		
FORTESA INTERNATIO NAL L.D.C AVE DAKAR	1 862 837	-	2 328 547	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 164 273	5 355 657	
LIMITED BP SENEGAL ORT DAKAR	1 016 046	38 980	1 270 059	10 416 103	2 540 122	-	24 972 013	-	-	488 885	502 454	-	-	104 228	41 983 897		
PETROSEN AVE PLATEAU DAKAR	462 237	-	577 795	9 579 676	1 155 591	1 113 131	13 057 911	4 606 924	-	-	-	-	-	315 720	288 898		
ENERGIE SENEGAL KOSMOS.47 BLD REP	16 591	-	20 737	145 195	41 476	-	403 152	-	-	-	-	-	-	-	10 369	637 520	
Total Sociétés d'hydrocarbures	1 218 749 188	58 404	1 523 436 489	26 118 744	4 294 395	1 113 131	44 972 888	4 606 924	-	1 125 976	1 252 801	4 004	535 048	419 948	761 718 241	3 587 867 129	
Total général	2 390 687 714	3 16 549 809	3 027 482 411	9 576 055 541	1 683 129 090	46 601 206	19 359 806 296	20 091 935	114 958 819	2 294 215	12 728 927	4 004	535 048	419 948	1 484 506 907	38 035 849 870	

Source : Portail Fusion Déclaration ITIE Direction Générale des Douanes (Perception Dakar-Port) année 2022

Il ressort de l'exploitation du document portant suivi extra-comptable des recettes extractives fourni par la DGCPT une différence significative d'un montant de 38 035 241 870 F CFA entre les montants liquidés par la DGD et ceux déclarés et comptabilisés par le percepteur de Dakar-Port, comme indiqué au tableau n°13 ci-dessous.

Tableau n° 73: Ecart entre recettes déclarées par le Percepteur de Dakar Port et celles comptabilisées par la DGCPT

Secteur/Recettes	Montants déclarés par le Percepteur Dakar Port	Montant comptabilisés par la DGCPT	DIFFERENCES
Déclarations unilatérales			
Droit de douane	102 614 372	0	102 614 372
Droits d'accises sur les véhicules	17 911 449		17 911 449
Intérêts de retard	4 827 900	0	4 827 900
Prélèvement communautaire solidaire	10 976 835		10 976 835
Prélèvement COSEC	9 104 754		9 104 754
Prélèvement PROMAD	341 405		341 405
Prélèvement communautaire CEDEAO	4 290 605		4 290 605
Redevance statistique	5 690 471		5 690 471
Taxe acompte BIC	11 380 943		11 380 943
Taxe d'enregistrement véhicules de moins 13 CH	433 906		433 906
Taxe intérieure	1 702 835		1 702 835
VA			0
Sociétés d'hydrocarbures	35 953 269		35 953 269
Amendes, Pénalités et Redressements Douaniers/Intérêts de Retard	3 587 867 129	0	3 587 867 129
Droit de douane	419 948		419 948
Droits d'accises sur les véhicules	26 118 744		26 118 744
Intérêts de retard	4 606 924	0	4 606 924
Prélèvement communautaire solidaire			0
Prélèvement cosec	1 218 749 188		1 218 749 188
Prélèvement PROMAD	58 404		58 404
Prélèvement communautaire CEDEAO	4 294 395		4 294 395
Redevance statistique	761 718 241		761 718 241
Taxe acompte BIC	1 523 436 489		1 523 436 489
Taxe Enregistrement Véhicules de moins 13 CH	1 125 976		1 125 976
Taxe intérieure	1 113 131		1 113 131
TA	1 252 801		1 252 801
Sociétés minières	44 972 888		44 972 888
Droit de douane	34 345 368 369	608 000	34 344 760 369
Droits d'accises sur les sachets plastiques	9 532 023 348		9 532 023 348
Droits d'accises sur les véhicules	4 004		4 004
Intérêts de retard	11 192 159	0	11 192 159
Prélèvement communautaire solidaire	103 981 984		103 981 984
Prélèvement COSEC	1 162 833 772		1 162 833 772
Prélèvement PROMAD	316 150 000		316 150 000
Prélèvement communautaire CEDEAO	1 674 544 090		1 674 544 090
Redevance statistique	717 098 195		717 098 195
Taxe acompte BIC	1 492 664 979		1 492 664 979
Taxe d'enregistrement sur les véhicules de moins 13 CH	734 333		734 333
Taxe intérieure	43 785 240		43 785 240
Taxe superficière	11 476 126		11 476 126
VA		308 000	-308 000
Relevances Minières	19 278 880 139		19 278 880 139
Total général	38 035 849 870	300 000	-300 000
		608 000	38 035 241 870

Source : suivi des recettes dans le portail fusion ASTER/ suivi extracomptable des recettes extractives de la DGCPT

Le DGCPT explique l'écart par le fait que les déclarations en douane ne détaillent pas la nature des recettes ITIE comme l'exige la réglementation ; elles ne mentionnent pas, non plus, le nom des commissionnaires en douane, comme partie versante. Toutefois, il déclare que les dispositions nécessaires seront prises, en rapport avec l'administration des douanes, pour remédier à cette insuffisance.

La Cour relève que, contrairement à la réponse fournie par le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor, le formulaire de déclaration du Percepteur de Dakar-Port, comme le montre tableau n°14 ci-dessus, indique bien la nature des recettes et les parties versantes.

Recommandation n°8

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de prendre les dispositions nécessaires pour une bonne comptabilisation des recettes recouvrées et reversées par le Percepteur de Dakar-Port.

Par ailleurs, le rapprochement effectué par la Cour a permis de noter un écart de **11 166 675 FCFA** entre les recettes déclarées par le Percepteur de Dakar Port arrêtées à **38 035 849 870 F CFA**, et celles figurant dans l'extrait du Portail FUSION d'un montant de **38 047 016 545 FCFA**, comme l'indique le tableau n°14 ci-après.

Tableau n° 8: écarts entre les paiements déclarés et ceux figurant dans le portail fusion

ENTREPRISES DECLARANTES	MONTANT/DECLARATION	MONTANT/FUSION	ECART
DP WORLD DAKAR	NR	87 157	- 87 157
S.M.C.S THIES	NR	11 079 518	- 11 079 518
Total général	38 035 849 870	38 047 016 545	- 11 166 675

Source : DGD/fusion. NR : non renseigné

La différence de **11 166 675 F CFA** correspond aux paiements effectués par des entreprises exclues du périmètre de conciliation en l'occurrence la société « DP WORD DAKAR » pour un montant de **87 157 F CFA** et l'entité « S.M.C.S » pour un montant de **11 079 518 F CFA**.

Le périmètre de conciliation établi par le CN-ITIE ne prend en compte, en effet, que les flux payés par les entreprises titulaires de droit au sens du Code des Mines et du Code du Pétrole. Or, la société de droit sénégalais « DP WORLD DAKAR » évolue dans le secteur logistique en fournissant des prestations de services aux sociétés d'hydrocarbures et minières. Par conséquent, les impôts et taxes qu'elle paie ne sont pas concernés par la conciliation.

En ce qui concerne l'entreprise « S.M.C.S THIES », ses paiements ne doivent pas être intégrés dans les recettes issues des industries extractives dans la mesure où elle n'est plus titulaire d'un titre minier.

Selon le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor « (...) l'extraction du fichier Excel reçu des services de la Perception de Dakar Port montre qu'il y a des confusions. En effet, contrairement au rapport les montants renvoient à des parties versantes différentes. Ainsi l'extraction révèle que le montant de 11 079 518 FCFA est versé par la CSTTAO et celui de 87 157 FCFA par KAPIO ».

La Cour réaffirme que le formulaire de déclaration reçu du Percepteur de Dakar Port mentionne exactement les entreprises « DP WORD DAKAR » et « S.M.C.S » ainsi que les montants indiqués dans l'observation.

Recommandation n°9

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de veiller à bonne comptabilisation des recettes extractives résultant des paiements effectués par les entités hors périmètre du secteur extractif.

2.6 Déclarations de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor

En 2022, la DGCPT a déclaré, en tant que régie, le paiement des recettes retracées dans le tableau n° 15 qui suit.

Tableau n° 9 Recettes déclarées par la DGCPT

Entreprises déclarantes	AUTRES (Correspondant)	PATENTE (Correspondant)	Total général
Sociétés minières			
COGECA			
CSE	116 120 061	-	116 120 061
GECAMINES SA	29 525 598	-	29 525 598
SABODALA GOLD OPERATIONS	104 289 141	-	104 289 141
SOCOJIM	-	700 210 162	700 210 162
Total Sociétés minières	10 000 000	1 550 000 000	1 560 000 000
Sociétés d'hydrocarbures	259 934 800	2 250 210 162	2 510 144 962
PETRODIS			
SHELL GOSSAS	48 000	-	48 000
Total Société d'hydrocarbures	460 000	-	460 000
Total général	508 000	-	508 000
	260 442 800	2 250 210 162	2 510 652 962

Source : Portail de suivi auxiliaire des recettes DGCPT année 2022

Les recettes versées par les sociétés minières et pétrolières à la DGCPT s'élèvent à 2 510 652 962 F CFA, soit 1,35 % du total des recettes déclarées.

La Cour constate que la DGCPT, en tant que régie, n'a pas transmis un formulaire de déclaration, comme l'exige l'Instruction 2022-2023 du CN-ITIE. Néanmoins, les flux de paiement qu'elle a encaissés sont retracés dans le portail fusion.

Recommandation n°10 :

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de transmettre, à l'avenir, un formulaire de déclaration des recettes encaissées en sa qualité de régie conformément à l'instruction du CN-ITIE.

Par ailleurs, la DGCPT n'a transmis à la Cour qu'une extraction de sa comptabilité comportant des flux répartis en deux rubriques « Patente » et « Autres », pour enregistrer les paiements encaissés des correspondants (collectivités locales, comme indiqué au tableau n°15).

Or, l'instruction du CN-ITIE 2022-2023 fixe la liste des flux de paiements que les administrations de collecte doivent recouvrer ; A cet effet, le Trésor, en sus des flux de paiement émanant des autres régies, doit encaisser, en sa qualité de comptable, les recettes listées ci-dessous :

- Revenus issus de la commercialisation de la part de la production de l'État ;
- Frais de bornage ;
- Appui institutionnel aux collectivités locales ;
- Contribution économique spéciale (CEL-VA)
- Contribution économique (CEL-VL) ;
- Contribution économique locale (valeur locative et valeur ajoutée) ;
- Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB) ;
- Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB) ;
- Taxe représentative de l'Impôt sur le minimum fiscal ;
- Bonus ;
- Dividendes versés à l'Etat

Par conséquent, la comptabilisation par le Trésor des flux sous les rubriques « patente » et « autres » n'est pas conforme à la nomenclature des flux indiqués dans l'instruction précitée.

Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor n'a pas apporté de réponse à cette observation de la Cour.

Recommandation n°11 :

La Cour recommande au Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor de veiller au respect de la nomenclature des flux de paiement prévue dans l'instruction du CN-ITIE.

Le rapprochement entre les montants retracés dans le suivi des recettes extractives de la DGCPT arrêtés à **39 023 938 704 FCFA** et les déclarations des régies établies à **185 139 096 164 F CFA** fait ressortir un écart global de **148 406 148 720 F CFA**.

Cette différence inclut celui de **112 974 880 163 F CFA**, évoquée plus haut, entre le montant retracé dans le suivi des recettes extractives du Trésor au titre des recettes recouvrées par la DGID et les déclarations que celle-ci a transmises à la Cour. Le tableau ci-après présente les écarts décelés :

Tableau n° 106 : Ecart entre les encaissements de la DGCPT et ceux retracés dans son suivi extracomptable

Régie/Secteur/Recette	Déclarations des régies	Suivi extracomptable (DGCPT)	Ecart Déclaration extracomptable DGCPT	Déclaration régies/ Suivi
Sociétés d'hydrocarbures				
AUTRES (Correspondant)		2 510 652 962		-2 510 652 962
Sociétés minières		508 000		-508 000
AUTRES (Correspondant)		508 000		-508 000
ATENTE (Correspondant)		2 510 144 962		-2 510 144 962
DEEC		259 934 800		-259 934 800
Sociétés d'hydrocarbures	205 377 400	2 250 210 162		-2 250 210 162
Taxe superficière		22 140 709		183 236 691
Sociétés minières		1 640 580		-1 640 580
Appui institutionnel	205 377 400	1 640 580		-1 640 580
AUTRES (Correspondant)	76 953 800	20 500 129		184 877 271
Taxe superficière				76 953 800
DEFECCS		20 437 350		-20 437 350
Déclarations unilatérales	128 423 600	62 779		128 360 821
Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	53 015 500			53 015 500
Taxe d'abattage	36 267 000			36 267 000
Sociétés minières	16 748 500			16 748 500
Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	469 798 113			469 798 113
Taxe d'abattage	452 253 113			452 253 113
DGCPT	17 545 000			17 545 000
Sociétés d'hydrocarbures	2 510 652 962	1 824 508 590		686 144 372
AUTRES (Correspondant)	508 000	1 366 665		-858 665
Sociétés minières	508 000	1 366 665		-858 665
AUTRES (Correspondant)	2 510 144 962	1 823 141 925		687 003 037
Droits d'entrées/fixes	259 934 800	25 724 019		234 210 781
ATENTE (Correspondant)		135 500 000		-135 500 000
Taxe superficière	2 250 210 162			2 250 210 162
Relevances Minières		510 892 389		-510 892 389
DGD		1 151 025 517		-1 151 025 517
Déclarations unilatérales	38 035 849 870	608 000		38 035 241 870
Droit de douane	102 614 372	0		102 614 372
Droits d'accises sur les véhicules	17 911 449			17 911 449
Intérêts de retard	4 827 900	0		4 827 900
Prélèvement communautaire solidaire	10 976 835			10 976 835
Prélèvement COSEC	9 104 754			9 104 754
Prélèvement PROMAD	341 405			341 405
Prélèvement communautaire CEDEAO	4 290 605			4 290 605
Relevance statistique	5 690 471			5 690 471
Taxe acompte BIC	11 380 943			11 380 943
Taxe Enregistrement véhicules de moins 13 CH	433 906			433 906
TVA	1 702 835			1 702 835
Sociétés d'hydrocarbures	35 953 269			35 953 269
Amendes, Pénalités et Redressements Douaniers/Intérêts de Retard	3 587 867 129	0		3 587 867 129
Droit de douane	419 948			419 948
Droits d'accises sur les véhicules	26 118 744			26 118 744
Prélèvement communautaire solidaire	4 606 924	0		4 606 924
Prélèvement COSEC	1 218 749 188			1 218 749 188
Prélèvement PROMAD	58 404			58 404
Prélèvement communautaire CEDEAO	4 294 395			4 294 395
Relevance statistique	761 718 241			761 718 241
Taxe acompte BIC	1 523 436 489			1 523 436 489
TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE moins 13 CH	1 125 976			1 125 976
Taxe intérieure	1 113 131			1 113 131
TVA	1 252 801			1 252 801
Sociétés minières	44 972 888			44 972 888
Droit de douane	34 345 368 369	608 000		34 344 760 369
Droit d'accises sur les sachets plastiques	9 532 023 348			9 532 023 348
Droit d'accises sur les véhicules	4 004			4 004
Intérêts de retard	11 192 159	0		11 192 159
Prélèvement communautaire solidaire	103 981 984			103 981 984
Prélèvement COSEC	1 162 833 772			1 162 833 772
Prélèvement PROMAD	316 150 000			316 150 000
Prélèvement communautaire CEDEAO	1 674 544 090			1 674 544 090
Relevance statistique	717 098 195			717 098 195
Taxe acompte BIC	1 492 664 979			1 492 664 979
TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE moins 13 CH	734 333			734 333
Taxe intérieure	43 785 240			43 785 240
	11 476 126			11 476 126

Taxe superficière				
TVA				
Redevances Minières	19 278 880 139	308 000		-308 000
DGID				19 278 880 139
Déclarations unilatérales	112 982 880 163	300 000		-300 000
Déclarations unilatérales	372 557 380	8 000 000		112 974 880 163
Sociétés d'hydrocarbures	372 557 380			372 557 380
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	12 389 359 849			12 389 359 849
IRVM	11 049 520			11 049 520
Redressements Fiscaux	8 509 299			8 509 299
Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	208 243 096			208 243 096
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	5 505 972 786			5 505 972 786
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	29 653 704			29 653 704
Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	6 292 985 555			6 292 985 555
TVA	450 000			450 000
TVA précomptée	311 039 893			311 039 893
Sociétés minières	21 455 996			21 455 996
CSMC	100 220 962 934	8 000 000		100 212 962 934
IRVM	453 256 642			453 256 642
IS	5 687 182 452			5 687 182 452
Redressements Fiscaux	5 647 897 462			5 647 897 462
Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	1 209 081 248			1 209 081 248
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	3 610 311 538			3 610 311 538
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	219 342 532			219 342 532
Taxe Spéciale sur le Ciment	24 891 689 624			24 891 689 624
Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	15 433 880 734			15 433 880 734
Taxe sur le Ciment	20 950 000			20 950 000
TVA	10 289 539 042			10 289 539 042
TVA précomptée	32 584 953 749			32 584 953 749
Redevances Minières	172 877 911			172 877 911
DGM		8 000 000		-8 000 000
Sociétés d'hydrocarbures	33 172 513 416	34 658 028 443		-1 485 515 027
Taxe superficière		684 949		-684 949
Sociétés minières		684 949		-684 949
Droits d'entrées/fixes	33 172 513 416	34 657 343 494		-1 484 830 078
Redevance superficière	48 296 510	32 562 715		15 733 795
Taxe d'extraction	294 370 950			294 370 950
Taxe superficière	644 763 285			644 763 285
Redevances Minières		26 624 001		-26 624 001
Total général	32 185 082 671	34 598 156 778		-2 413 074 107
	187 430 087 424	39 023 938 704		148 406 148 720

Source : suivi des recettes extractives de la DGCPT et statistiques d'encaissements ITIE par régie et par nature

En définitive, la Cour relève des limites dans le reporting des déclarations des régies relatives au non-respect des exigences de l'instruction du CN-ITIE en ce qui concerne notamment les déclarations unilatérales et la nomenclature des flux ainsi que les paiements effectués par des entités hors périmètre du secteur extractif.

De même, elle note des insuffisances significatives dans la comptabilisation des encaissements retracés dans le suivi des recettes extractives malgré les circulaires n°30/MFB/DGCPT/DCP/DRC du 17 avril 2019 portant sur les modalités de suivi des recettes extractives dans les postes comptables et n°23/MFB/DGCPT/DCP du 28 avril 2021 sur l'imputation des recettes ITIE recouvrées par la DGID.

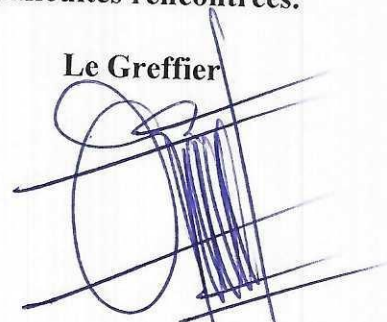
La Cour estime qu'une Instruction du Ministre des Finances et du Budget adressée aux administrations de collecte des recettes issues des industries extractives sur l'obligation de désagréger les données des versements de recettes au Trésor peut applanir les difficultés rencontrées.

Le Président de Chambre



Babacar BAKHOUM

Le Greffier



Malick Mangor NDONG

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre juridique

Outre la norme ITIE et le protocole d'accord signé avec le CN-ITIE, complété par l'acte additionnel, la Cour des Comptes s'appuie sur plusieurs autres textes pour vérifier les recettes extractives comptabilisées dans les livres comptables. Il s'agit principalement des textes législatifs et réglementaires suivants :

✓ **Cadre législatif**

- loi n°98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier ;
- loi n°2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement ;
- loi n°2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des Impôts, modifié ;
- loi n°2014-10 du 28 février 2014 portant Code des Douanes ;
- loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier ;
- loi n°2018-25 du 12 novembre 2018 portant Code forestier ;
- loi n°2019-03 du 1^{er} février 2019 portant Code pétrolier.

✓ **Cadre réglementaire**

- décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;
- décret n° 2020-1019 du 06 mai 2020 portant Plan comptable de l'Etat ;
- décret n° 2013-881 du 20 juin 2013 portant création, organisation et fonctionnement du Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives ;
- décret n°2017-459 du 20 mars 2017 fixant les modalités d'application de la loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier
- circulaire n° 30/MFB/ DGCPT/DCP/DRC du 17 avril 2019 relative aux modalités de suivi des recettes extractives au niveau des postes comptables ;
- circulaire n°023/MFB/DGCPT/DCP du 28 avril 2021 portant imputation des recettes ITIE recouvrées par la DGID;
- circulaire n°030/MFB/DGCPT/DCP du 21 mai 2021 relative à la certification des sous comptes pour les recettes ITIE ;
- Instruction pour la préparation des déclarations ITIE 2022et 2023.

Annexe 2 : Responsabilités des acteurs institutionnels

Le Comité national ITIE, la Cour des Comptes et les entités déclarantes ainsi que les comptables publics constituent les acteurs institutionnels qui interviennent dans le cadre de la présente mission de vérification avec des rôles et des responsabilités bien distincts.

- Responsabilité du Comité national ITIE

Le CN-ITIE, en soutien à la mise en œuvre de la norme ITIE, joue un rôle central dans le processus de production du rapport national ITIE.

Le CN-ITIE renseigne la plateforme électronique de divulgation des données relatives au secteur extractif à l'aide des déclarations reçues des administrations et des sociétés et entreprises.

Le CN-ITIE élabore et partage l'instruction annuelle sur la préparation du rapport national ITIE qui fixe, entre autres, le calendrier des travaux de production et de publication des données, les délais de transmission des déclarations ainsi que les modalités d'attestation et de certification des données contenues dans les déclarations.

- **Responsabilité des régies financières de l'Etat**

Les régies relevant des ministères de l'Environnement et du Développement durable, des Mines ainsi que les administrations financières dépendant du Ministère des Finances et du Budget (Impôts, Douanes, Trésor, etc.) sont chargées de liquider et de recouvrer les recettes issues des industries extractives qui sont reversées dans les caisses du Trésor public.

Les régies et administrations financières déclarantes doivent préparer les comptes complets relatifs aux recettes des industries extractives et produire un état des paiements suivant un modèle commun et procéder à des déclarations unilatérales.

Ainsi, la DGM, la DGID, la DGD, la DGCPT, la DEEC et la DEFCCS sont chacune responsables de l'établissement et de la présentation des déclarations de versement des sociétés d'hydrocarbures ou minières effectuées au profit de l'Etat ou de tout autre organisme public.

Pour le cas spécifique de la DGCPT, en sus de son statut d'entité déclarante, elle joue le rôle à la fois de caissier et de comptable chargé de l'encaissement et de la comptabilisation de l'ensemble des recettes issues des industries extractives.

Annexe 3 : Récapitulatif des déclarations des régies financières en 2022

Entreprises déclarantes	DEFCCS	DGID	DGCPT	DGM	DEEC	DGD	En FCFA Total général
Sociétés minières							
African Investment Group SA - AIG				47 818 544			47 818 544
Agem Sénégal Exploration SUARL - AGEM		383 828 965		40 700 000			424 528 965
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD REOURCES SENEGAL			400 000	80 000 000			80 400 000
Ciments du Sahel- CDS		13 237 385 367					13 237 385 367
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA		2 529 562 432	116 120 061	674 498 305			3 320 180 798
Dangote Industrie Sénégal SA - DANGOTE		7 741 199 505		99 915 337			7 841 114 842
GECAMINES	16 110 000	1 556 429 652	103 141 641	548 881 222	8 127 350		2 232 689 865
G-PHOS SA							
Grande Côte Opérations - GCO	40 800 000	8 069 807 021		2 946 088 567			11 056 695 588
IAM GOLD BOTO SA	66 226 000						66 226 000
IAM GOLD							76 953 800
Industries Chimiques du Sénégal - ICS		4 115 641 202					4 115 641 202
Petowal Mining Company SA - PMC		7 097 768 497		7 516 016 883			14 613 785 380
Sabadola Gold Operations - SGO	276 065 547	13 056 529 829		19 563 921 740			32 896 517 116
Sabadola Mining Company - SMC	58 024 566	234 428 445		3 145 000			295 598 011

Sephos Senegal SA – SEPHOS		141 185 218		155 266 130			296 451 348
Société de Commercialisation du Ciment – SOCO CIM		41 246 356 406		138 205 503			41 384 561 909
Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental – MIFER SO							
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal – SOMIVA		660 169 550		554 501 495			1 214 671 045
Société pour le Développement de l'industrie, du tourisme et de l'habitat au Sénégal – SODEVIT		8 831 977					8 831 977
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès – SSPT	12 572 000	132 125 484		129 764 295			274 461 779
SORED MINES							
STATEX EMC SA							
TALIX MINES SARL EX TETA CAR				55 254 388			55 254 388
Baobab Mining and Chemical Corp SA BMCC				98 800 375			98 800 375
G-PHOS SA							
SOMIVA							
Sabodala Gold Operations					2 064 000		2 064 000
AGEM SENEGAL					102 506 250		102 506 250
EXPLO RATION SUARL ALMADIES DAKAR							
CEMENT SN SA DANGOTE RUE DAKAR							
COGECARTE					7 554 406 378		7 554 406 378
DIAMAGUENE DAKAR							
GECAMINES SA CITE THIES					298 243 317		298 243 317
G-PHOS SAU DAKAR					745 719 674		745 719 674
GRANDE COTE OPERAT IONS NGOR DAKAR					11 437 772		11 437 772
PETOWAL MINING SA COMPANY ZONE NGOR- ALMADIES DAKAR					501 968 524		501 968 524
SABODALA GOLD OPERATIONS ALMADIE DAKAR					348 629 771		348 629 771
SEPHOS SENEGAL SA RUE DAKAR					1 802 680 808		1 802 680 808
SOCO CIM RUE DAKAR					2 567 573		2 567 573
SOREDMINES YOFF DAKAR					1 556 533 313		1 556 533 313
STE CEMENTS DU SAH EL RTE DAKAR					10 063 169		10 063 169
STE MIN. V.F. SEN. SA BLD POINT E DAKAR					21 113 410 280		21 113 410 280
STE SOCO CIM RTE 55 PLATEAU DAKAR					393 749 731		393 749 731
GEO EXPLOIT SARL							
BAOBAB MINING AND CHEMICAL CORP SA (CADDE BISSIK)		9 713 384					9 713 384
SSPT							
PROSPECTIUNI SA CITE OUAKAM DAKAR					15 726 000		15 726 000
MINING GROUP - SA THIYANGS INT QRT BLD MARTIN LUTHER KING FANN MERMOZ DAKAR					3 786 810		3 786 810
AFRIGOLD							
Ciments du Sahel				316 889 888			316 889 888
Total Sociétés minières	469 798 113	100 220 962 934	219 661 702	202 845 744			202 845 744
Déclarations unilatérales	53 015 500	372 557 380	33 172 513 416	205 377 400	34 345 368 369		168 633 681 934
Sociétés d'hydrocarbures					102 614 372		528 187 252
IFP Sénégal Investments Limited		3 743 094 458					3 743 094 458

Capricorn		11 049 520						11 049 520
Fortesa International Senegal		25 539 376						25 539 376
Kosmos Energy Sénégal		1 000 000						1 000 000
Oranto Petroleum		834 160						834 160
Société des pétroles du Sénégal – PETROSEN		801 859 877						801 859 877
TOTAL E&P Sénégal		4 180 591						4 180 591
Woodside Energy Senegal		7 792 244 212						7 792 244 212
ENERGIE WOODSIDE DAKAR						3 508 732 172		3 508 732 172
FORTESA INTERNATIO NAL L.D.C AVE DAKAR						5 355 657		5 355 657
LIMITED BP SENEGAL QRT DAKAR						41 983 897		41 983 897
PETROSEN AVE PLATEAU DAKAR						31 157 883		31 157 883
AFRICAN PETROLEUM CORP		9 557 655						9 557 655
ENERGIE SENEGAL KOSMOS 47 BLD REP						637 520		637 520
Total Sociétés d'hydrocarbures		12 389 359 849				3 587 867 129		15 977 226 978
Total général	522 813 613	112 982 880 163	219 661 702	33 172 513 416	205 377 400	38 035 849 870		185 139 096 164

61

28

ANNEXE 4 : Situation des recettes par nature de taxe en 2022

Entreprises déclarantes	DEFCS	DGID	DGCPT	DGM	DEEC	DGD	Total général	En F CFA
AFPS	-	-	-	-	-	-	-	-
Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	488 520 113	-	-	-	-	-	488 520 113	-
Appui Institutionnel aux collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-
BONUS	-	-	-	-	-	-	-	-
CFPB	-	-	-	-	-	-	-	-
CFPNB	-	-	-	-	-	-	-	-
Contribution Economique Spéciale (CEL-VL, CEL-VA)	-	-	-	-	-	-	-	-
CSMC	-	453 256 642	-	-	-	-	453 256 642	-
Dividendes versées à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de bornage	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
I.M.Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-
I.M.Forf	-	-	-	-	-	-	-	-
IRVM	-	5 695 691 751	-	-	-	-	5 695 691 751	-
IS	-	5 647 897 462	-	-	-	-	5 647 897 462	-
IS (bénéf non pétrolier/minier)	-	-	-	-	-	-	-	-
Redressements Fiscaux	-	1 417 324 344	-	-	-	-	1 417 324 344	-
Retenue, à la source sur bénéfices non commerciaux	-	9 116 284 324	-	-	-	-	9 116 284 324	-
retenue, Sourc, Sommes versées 1/3	-	248 190 094	-	-	-	-	248 190 094	-
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	-	31 169 287 742	-	-	-	-	31 169 287 742	-
Revenu Issus Commercialisation part Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
Surtaxe Foncière	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'abattement	34 293 500	-	-	-	-	-	-	-
Taxe Spéciale sur le Ciment	-	15 433 880 734	-	-	-	-	15 433 880 734	-
Taxe sur le Ciment	-	10 289 539 042	-	-	-	-	10 289 539 042	-
TVA	-	32 893 916 182	-	-	-	-	32 893 916 182	-
TVA précomptée	-	194 333 907	-	-	-	201 444 317	33 095 360 499	-
Redevances Minières	-	-	-	31 887 865 283	-	-	194 333 907	-
Appui Institutionnel	-	-	-	-	-	-	31 887 865 283	-

Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVPPM)	-	1 300 000	-	-	-	-	-	-	1 300 000
Taxe spéciale sur les voitures particulières des personnes morales (TSVSPPM)	-	1 000 000	-	-	-	-	-	-	1 000 000
Retenue à la source sur salaire (IR, TRIMF et CFCE)	-	7 935 664	-	-	-	-	-	-	7 935 664
Retenue à la source sur sommes versées au tiers	-	777 720	-	-	-	-	-	-	777 720
Taxe spéciale sur les voitures particulières	-	1 000 000	-	-	-	-	-	-	1 000 000
Appui institutionnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe enregistrement véhicules de moins de 13 CH	-	-	-	-	-	76 953 800	-	-	76 953 800
INTERETENUE DE RETARD	-	-	-	-	-	-	68 365	-	68 365
TAXE	-	-	-	-	-	-	32 836 786	-	32 836 786
DENREGISTREMENT VEHICULES DE MOINS DE 13 CH	-	-	-	-	-	-	-	1 249 087	1 249 087
PRELEVEMENT PROMAD	-	-	-	-	-	-	-	25 139	25 139
DROIT DACCISES SUR LES VEHICULES	-	-	-	-	-	-	-	535 048	535 048
DROIT DE DOUANE	-	-	-	-	-	-	-	76 412 062	76 412 062
PRELEVEMT COSEC	-	-	-	-	-	-	-	112 654	112 654
PRELEVEMT PROMAD	-	-	-	-	-	-	-	20 458 369	20 458 369
TAXE	-	-	-	-	-	-	-	17 030 433	17 030 433
DENREGISTREMENTVEHICULE DE MOINS DE 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	-	2 077 460	-	-	-	-	-	-	2 077 460
Retenue à la source sur sommes versées à des tiers	-	28 422	-	-	-	-	-	-	28 422
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	-	11 049 520	-	-	-	-	-	-	11 049 520
Amendes, Pénalités et Redressements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Douaniers/Intérêts de Retard	-	-	-	-	-	-	-	419 948	419 948
Déclarations unilatérales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevance minière	-	372 557 380	-	-	-	-	-	-	372 557 380
Total général	522 813 613	112 982 880 163	219 661 702	297 217 388	33 172 513 416	205 377 400	38 035 849 870	297 217 388	185 139 096 164

(Handwritten signature)

ANNEXE 5 : Comparaison montants déclarés vs montants pris en compte dans fusion

Entreprises déclarantes/Flux	Montant FCFA/Déclaration	Montant en F CFA/ Fusion	ECART
African Investment Group SA – AIG	47 818 544	47 818 544	0
Redevances	42164144		42164144
Minières			
T 4 2021			
T1 2022		1772405	-1772405
T2 2021 et T3 2021		563 294	-563 294
T3 2022		7 883 480	-7 883 480
AFRIGOLD		31 944 965	-31 944 965
droit d'entrée fixe	316 889 888	316 889 888	0
Droits d'entrées/fixes		10 000 000	-10 000 000
Redevance minière	297 217 388		10 000 000
redevance minière (commune de Bembou)			297 217 388
redevance minière année 2016 permis d'exploitation (commune de Bembou)		65337319	-65 337 319
redevance minière année 2017 permis d'exploitation (commune de Bembou)		109039674	-109 039 674
redevance minière année 2018 permis d'exploitation (commune de Bembou)		39950578	-39 950 578
redevance minière année 2019 permis d'exploitation (commune de Bembou)		35294556	-35 294 556
redevance minière année 2020 permis d'exploitation (commune de Bembou)		2571968	-2 571 968
redevance superficière		45023293	-45 023 293
redevance superficière (commune de Bembou)	9672500		9 672 500
Agem Sénégal Exploration SUARL – AGEM		9672500	-9 672 500
Droits d'entrée fixes	40 700 000	40 700 000	0
Droits d'entrées/fixes		2 500 000	-2 500 000
Redevance superficière	2500000		2 500 000
redevance superficière(madina baffè)	805000		805 000
redevance superficière(commune de madina baffè)		390 000	-390 000
redevance superficière(commune de MISSIRA SIRIMANA)		37 395 000	-37 395 000
Redevances		415 000	-415 000
Minières	37395000		37 395 000
Baobab Mining and Chemical Corp SA BMCC			
Redevance minière	98 800 375	98 800 375	0
Redevance superficière		80 168 375	-80 168 375
Redevances	18 632 000		18 632 000
Minières	80 168 375		80 168 375
taxe superficière		18 632 000	-18 632 000
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL			
Ciments du Sahel- CDS	80 000 000	80 000 000	0
redevance exercice 2021 v/notification n000215 MMG/DCSOM	202 845 744	202 845 744	0
Redevances		202 845 744	-202 845 744
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières – COGECA	202845744		202 845 744
Droits d'entrées/fixes	674 498 305	674 498 305	0
extraction avril 2022	17500000		17 500 000
paiement des droits d'entrée fixes site de pout V/notification 000079/MMG/DCM		55 514 273	-55 514 273
paiement des droits v/notification 0000927/MMG/DCM		2 500 000	-2 500 000
paiement droit de renouvellement et de transfert v/notification		2 500 000	-2 500 000
paiement droit fixe de renouvellement v/notification 0000507/MMG/DGM		2 500 000	-2 500 000
paiement droits fixes 2ième renouvellement v/notification n°0000260/MMG/DMC		2 500 000	-2 500 000
paiement droits fixes 3ième renouvellement v/notification n°0000260/MMG/DMC		2 500 000	-2 500 000
paiement droits fixes 3ième renouvellement v/notification n°0000998/MMG/DMC		2 500 000	-2 500 000
paiement extraction aout 2022		2 500 000	-2 500 000
paiement extraction décembre 2021		52 402 907	-52 402 907
paiement extraction février2022		48 602 237	-48 602 237
paiement extraction janvier2022		43 483 656	-43 483 656
paiement extraction juillet 2022		53 258 678	-53 258 678
paiement extraction juin 2022		48 616 920	-48 616 920
paiement extraction mai 2022		62 861 223	-62 861 223
paiement extraction mars 2022		52 733 196	-52 733 196
paiement extraction novembre 2022		68 234 347	-68 234 347
paiement extraction octobre 2022		62 309 269	-62 309 269
paiement extraction septembre 2022		52 422 879	-52 422 879
paiement redevance superficière 2022 Bandia		44 323 700	-44 323 700
paiement redevance superficière 2022 Basalte		250 000	-250 000
paiement redevance superficière 2022 Diack		163 745	-163 745
paiement redevance superficière 2022 Diack		2 053 300	-2 053 300
Redevance superficière		4 016 115	-4 016 115
redevance superficière petite mine(commune de tombronkoto)	12235020		12 235 020
Taxe d'extraction		5 751 860	-5 751 860
Dangote Industrie Sénégal SA – DANGOTE	644763285		644 763 285
	99 915 337	99 915 337	0

paiement redevance exercice 2021 v/notification 000256MMG/DCSOM			
Redevances		99 915 337	-99 915 337
GECAMINES	99915337		99 915 337
Droits d'entrées/fixes	548 881 222	548 881 222	0
paiement 3 ^{ème} trimestre 2022	13296510		13 296 510
paiement 4 ^{ème} trimestre 2021		176 213 517	-176 213 517
paiement de la redevance superficière 2022		176 378 902	-176 378 902
paiement des droits d'entrée fixes v/notification 0000779/MMG/DGM		2 605 000	-2 605 000
paiement des droits d'entrées fixes pour n°0001070/MMG/DGM		2 500 000	-2 500 000
paiement droit d'entrée fixe v/notification 000089/MMG/DCM		2 500 000	-2 500 000
paiement droits d'entrée fixes périmètre v/notification n°0000779/DGM/DCAR		2 500 000	-2 500 000
paiement droits d'entrée fixes périmètre v/notification n°0000779/MMG/DGM		699 165	-699 165
paiement droits d'entrée fixes périmètre v/notification n°0000780/MMG/DGM		97 345	-97 345
paiement droits d'entrées fixes site ngoudiane		2 500 000	-2 500 000
paiement redevance minière 1 ^{er} trimestre 2022		2 500 000	-2 500 000
paiement taxe superficière 1 ^{ère} année		177 781 393	-177 781 393
Redevance superficière		2 605 900	-2 605 900
Redevances	5210900		5 210 900
Minières	530373812		530 373 812
Grande Côte Opérations – GCO			
Redevances	2 946 088 567	2 946 088 567	0
Minières	2946088567		2 946 088 567
règlement du partage de production 2021			2 946 088 567
Industries Chimiques du Sénégal – ICS		2 946 088 567	-2 946 088 567
paiement ad-valorem 2021		1 300 000 000	-1 300 000 000
Petowal Mining Company SA – PMC		1 300 000 000	-1 300 000 000
Redevances	7 516 016 883	7 519 284 055	-3 267 172
Minières	7516016883		7 516 016 883
reliquat T4 2021			
T1 2022		3 267 172	-3 267 172
T2 2022		1 892 175 903	-1 892 175 903
T3 2022		1 921 852 709	-1 921 852 709
T4 2021		1 907 447 769	-1 907 447 769
Sabadola Gold Operations – SGO		1 794 540 502	-1 794 540 502
Redevances	19 563 921 740	19 563 921 740	0
Minières	19563921740		19 563 921 740
T1 2022			
T2 2022		5 315 124 279	-5 315 124 279
T3 2022		4 197 099 605	-4 197 099 605
T4 2021		4 532 936 218	-4 532 936 218
Sabadola Mining Company – SMC		5 518 761 638	-5 518 761 638
Redevance superficière	3 145 000	3 145 000	0
taxe superficière	3 145 000		3 145 000
Sephos Senegal SA – SEPHOS		3 145 000	-3 145 000
apport exercice 2018 v/notification n°00046/MMG/DCSOM	155 266 130	155 266 130	0
paiement redevance superficière 2021 mine de lam-lam		65 000 000	-65 000 000
Redevance superficière		25 000 000	-25 000 000
solde redevance exercice 2018	155 266 130		155 266 130
Société de Commercialisation du Ciment – SOCO CIM		65 266 130	-65 266 130
droits d'entrées fixes	138 205 503	145 705 503	-7 500 000
Droits d'entrées/fixes		5 000 000	-5 000 000
Redevance minière	5 000 000		5 000 000
Redevance superficière		129 455 503	-129 455 503
redevance superficière 2022	3 750 000		3 750 000
redevance superficière 2023		3 750 000	-3 750 000
Redevances		7 500 000	-7 500 000
Minières	129 455 503		129 455 503
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal – SOMIVA			
Redevance minière	554 501 495	554 501 495	0
Redevances		554 501 495	-554 501 495
Minières	554 501 495		554 501 495
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès – SSPT			
paiement redevance ad-valorem	129 764 295	129 764 295	0
paiement redevance superficière permis de recherche site lam-lam année 2020		129 701 895	-129 701 895
Redevances		62 400	-62 400
Minières	129764295		129 764 295
TALIX MINES SARL EX TETA CAR			
extraction avril, mai et juin 2021	55 254 388	55 254 388	0
paiement 1 ^{er} trimestre 2022		25 172 000	-25 172 000
paiement 2 ^{ème} trimestre 2022		13 997 837	-13 997 837
Redevances		16 084 551	-16 084 551
Total général	55 254 388		55 254 388
	33 172 513 416	34 483 280 588	-1 310 767 172

ANNEXE 6 : liste des sociétés minières dans le périmètre de réconciliation en 2022

ENTREPRISE D'ETAT						
1	La Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental	MIFERSO	Fer	23896	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Falémé
ENTREPRISES TITULAIRES D'UNE CONCESSION MINIERE						
2	Société de Commercialisation du Ciment	SOCOCIM	Calcaire	16627	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Bargny
3	Sabodala Gold Operations	SGO	Or	2850023	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Sabodala
4	Ciments du Sahel	CDS	Calcaire/Argile	325995	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Kirène
5	Grande Côte Opérations	GCO	Sables minéraux	2849258	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Diogo
6	Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès	SSPT	Phosphates	28797	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Allou Kagne
7	Industries Chimiques du Sénégal	ICS	Phosphates	22955	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Tobène
8	Dangote Industries Sénégal SA	DANGOTE	Argile, Calcaire, Latérite	2707208	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Pout
9	Petowal Mining Company (PMC) SA	PMC	Or	5844700	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Mako
10	Société Minière de la Vallée du fleuve Sénégal - SOMIVA	SOMIVA	Phosphates	4475142	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Ndendoury
11	Société d'Exploration, d'Exploitation, d'Importation et de Commercialisation en Afrique (SORED MINES)	SORED	Or	2444686	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Niama
ENTREPRISES TITULAIRES DE PERMIS DE RECHERCHE						
12	Agem Sénégal Exploration SUARL	AGEM	Or	4151750	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Noumoufoukha
13	IAMGOLD BOTO SA	BOTO SA	Or	7768007	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Boto

14	BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL	BARRICK	Or	006378732	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Bambadji
15	Sabodala Mining Company	SMC	Or	2464410	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Sabodala
16	BOYA SA	BOYA	Or	5268067	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Diamba
ENTREPRISES TITULAIRES DE PERMIS D'EXPLOITATION DE PETITE MINE						
17	Sephos Senegal SA/ G-PHOS	SEPHOS	Phosphates	4013041	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Lam Lam
18	G-PHOS SA	G-PHOS	Phosphates	4716033	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Bégal
19	Baobab Mining and Chemical Corp SA	BMCC	Phosphates	004408622	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Gadde Bissik
20	African Investment Group SA	AIG	Phosphates / Minéraux lourds	4507995	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Kébémér
ENTREPRISES TITULAIRES DE PERMIS D'EXPLOITATION DE CARRIERES						
21	Compagnie Générale d'Exploitation de Carrière	COGECA	Basalte	000196784	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Diack
22	Gécamines	GECAMINES	Basalte	002292168	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Diack
23	TALIX MINES SARL EX TETA CAR	TALIX MINES	Basalte	002236190	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	Diack

ANNEXE 7 : Sociétés pétrolières et gazières Périmètre Réconciliation 2022

ENTREPRISE DE L'ETAT			
1	Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)	000024498	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES
ENTREPRISES EN EXPLOITATION			
2	Fortesa International Senegal	000415770	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES Diender
ENTREPRISES EN EXPLORATION			
3	Kosmos Energy Senegal	5251822	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES GTA

4	BP SENEGAL INVESTMENTS LIMITED	6420509	DIRECTION DAKAR PLATEAU I	GTA
5	Oranto Petroleum	3059434	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	CAYAR OFFSHORE SHALLOW
6	TOTAL E&P Senegal	6501383	DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	ROP
7	Woodside Energy Senegal	5014204	DIRECTION DAKAR PLATEAU I	SANGOMAR

ANNEXE 8 : Liste des entreprises nécessitant une déclaration unilatérale

N°	SOCIETES CONCERNEES
1	ABN HOLDING-SARL
2	AREZKI S.A
3	BUSINESS DEVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE
4	China Road Bridge and Corporation Sénégal (100%)
5	Compagnie Sahélienne d'Entreprise (100%)
6	CSE/SOSETER
7	CSE GRANULATS
8	ENTREPRISE GENERALE D'EQUIPEMENTS SARL (100%)
9	Global Transport et Mines (100%)
10	IB Distribution
11	SENTHRAS SUARL
12	SOCABEG
13	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION
14	JEAN LEFEVRE SENEGAL
15	EIFFAGE
16	FABRIMETAL
17	CONSORTIUM D'ENTREPRISES (CDE)
18	SOCIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DE L'AUTOMOBILE DU SENEGAL (SICAS)